

REVUE DES SOCIÉTÉS

Novembre 2010 - n° 9

JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Décision modifiant l'activité
de la société : conditions
de modifications des statuts
Com. 13 juillet 2010,
note Bruno Dondero

p. 502

Sociétés anonymes

L'exécution d'une convention
"réglementée", obstacle
à l'exception de nullité
Civ. 1^{re}, 17 juin 2010,
note Jean-François Barbiéri

p. 509

Associations

Droit d'agrément et liberté
contractuelle
Civ. 1^{re}, 6 mai 2010,
note Dominique Randoux

p. 511

Droit européen des sociétés

"Actions spécifiques" :
notion de mesures imputables
à un État membre
CJUE 8 juillet 2010,
note Gilbert Parleani

p. 514

Droit pénal des sociétés

Pollution des mers
Paris, 30 mars 2010,
note Jacques-Henri Robert

p. 524

Le whistleblowing

François Barrière

p. 483

L'auto-entreprenariat : une solution à la création d'entreprise ?

Mise en perspective avec la SASU, l'EURL et l'EIRL
Adélie Pomade

p. 495

Chronique de droit des entreprises en difficultés

Philippe Roussel Galle

p. 534

Actualités 478

Études 483

Le whistleblowing — À propos de l'arrêt du 8 décembre 2009 de la Chambre sociale de la Cour de cassation
par François Barrière 483

L'auto-entrepreneuriat : une solution à la création d'entreprise ? — Mise en perspective avec la SASU, l'EURL et l'EIRL
par Adélie Pornade 495

Jurisprudence 502

Sociétés en général

La décision modifiant l'activité de la société doit être prise aux conditions de modification des statuts, Com. 13 juill. 2010
note Bruno Dondero 502

La privation de la faculté de lever des options de souscription ou d'achat d'actions : une nouvelle sanction pécuniaire prohibée par le droit social, Soc. 21 oct. 2009
note Yvan Marjault 505

En bref

Apport partiel d'actif : contrat de franchise, Com. 12 oct. 2010 508

Sociétés anonymes

L'exécution d'une convention "réglementée", obstacle à l'exception de nullité, Civ. 1^{re}, 17 juin 2010
note Jean-François Barbiéri 509

Associations

Droit d'agrément et liberté contractuelle, Civ. 1^{re}, 6 mai 2010
note Dominique Randoux 511

Droit européen des sociétés

"Actions spécifiques" : les entraves aux libertés de circulation doivent provenir de mesures imputables à un État membre et non du droit des sociétés, CJUE 8 juill. 2010
note Gilbert Parleani 514

Commissaires aux comptes

Hésitations relatives à la procédure applicable au contentieux de la rémunération des commissaires aux comptes, Com. 9 mars 2010
note Thierry Granier 521

Droit pénal des sociétés

Pollution des mers, Paris, 30 mars 2010
note Jacques-Henri Robert 524

Chronique de droit des entreprises en difficulté 534

par Philippe Roussel Galle